

24 HEURES

LE FAIT DU JOUR

Carte vitale alimentaire, utopie ou révolution ?

La Caissalim se développe sur l'aire urbaine toulousaine. Ce dispositif permet aux citoyens de bénéficier de 100 euros par mois pour acheter des produits alimentaires durables.

Et si la solidarité nationale permettait de mieux se nourrir, de lutter contre la malbouffe et de mieux rémunérer les agriculteurs ? C'est l'ambition de la Sécurité sociale de l'alimentation.

En attendant une loi, et pourquoi pas une généralisation, plusieurs villes ont lancé des expérimentations. A Toulouse, Caissalim s'est lancée en septembre aux Izards et Trois Cocus, à Ramonville ; en janvier au Pont des Demoiselles ; et bientôt aux Pradettes.

Les citoyens engagés - 255 foyers, 600 personnes environ - se forment aux enjeux du système alimentaire, sélectionnent un réseau de producteurs, artisans et commerçants respectant des critères de production durable. En pratique, chaque adhérent cotise en fonction de ses moyens. En échange, il reçoit 100 euros par mois sous forme d'une monnaie virtuelle, la MonA, créditée sur sa carte Vitalim. Cette somme est dépensable dans le réseau de profes-

sionnels conventionnés, garantissant des produits sains et éthiques. Le modèle peut-il se généraliser ? Les soutiens du conseil départemental, de la Métropole ou du Sicoval permettront-ils d'aller au bout du projet ?

« J'aimerais dire que je suis enthousiaste sur un tel sujet, mais en

255 foyers sont déjà engagés dans le projet à Toulouse

réalité, dans une situation budgétaire très difficile, je ne crois pas que la priorité soit d'aller chercher des projets de « niche », qui ne vont bénéficier qu'à quelques-uns. Travaillons d'abord sur l'alimentation de nos collégiens, qui je le rappelle, fait partie des compétences premières de l'assemblée départementale, avant d'aller soutenir des projets hors compétence », tacle Jean-Baptiste de

Scorraïlle, conseiller départemental.

Un modèle appelé à se développer ?

« La Caissalim ne se limite pas à un simple soutien économique. Elle crée du lien social et favorise l'éducation alimentaire à travers : Des ateliers de cuisine pour apprendre à mieux s'alimenter. Des rencontres avec les producteurs pour comprendre les enjeux agricoles. L'initiative ambitionne de changer durablement le rapport des citoyens à leur alimentation, en passant d'un système basé sur le pouvoir d'achat à une approche collective et solidaire », argumente Jean-Baptiste Assouad, l'un des porteurs du projet à Edenn, tiers lieu spécialisé dans l'agriculture urbaine.

Si ces expérimentations locales portent leurs fruits, la sécurité sociale de l'alimentation pourrait s'étendre à une plus large échelle, voire être institutionnalisée. Pour



Des adhérents de Caissalim à Toulouse, dans le quartier du Pont des Demoiselles. / DDM - FREDERIC CHARMEUX

Jean-Jacques Bolzan, adjoint au maire de Toulouse, l'initiative est complémentaire du projet « Famille à alimentation positive », mené depuis 4 ans par la métropole, pour « amener des familles vers les bons produits ». L'élu au « bien manger » prône une vaste étude sur l'alimentation saine. « Si au bout de cinq ans on voit que ça marche, et que ça nous fait économiser les 17 milliards de coûts annuels de la malbouffe, alors on crée la 7^e branche de la Sécurité sociale... » Chiche ? Cyril Doumergue

COMMENT DEVENIR MEMBRE DE CAISSALIM

L'expérimentation de la Sécurité sociale alimentaire de Toulouse, baptisée Caissalim, a démarré en septembre 2024. Trois caisses sont déjà actives : le Nord (Les Izards, 3 Cocus, Borderouge), le Noyau (Pont des Demoiselles), et CalimPotes (Ramonville, Castanet). Une quatrième, aux Pradettes, doit se lancer prochainement. Chacun peut postuler sur le site caissalim-toulouse.org. Le principe, c'est que chacun donne minimum 10 euros par mois, en fonction de ses revenus. « Certains donnent, 10, d'autres 20, d'autres 100, d'autres 200 ». Tout le monde reçoit 100 euros, à dépenser dans des épiceries, sur des marchés et auprès de producteurs. « L'idée est de permettre à des personnes aux revenus faibles de se nourrir avec une alimentation saine, et de donner aux producteurs locaux une rémunération juste. Tout le monde est gagnant ».

Ils paient 10 euros et reçoivent 100 euros pour bien manger

La Sécurité sociale alimentaire, c'est du concret déjà pour 255 ménages de Toulouse, Ramonville et Castanet. Exemple dans une épicerie bio du sud de Toulouse.

Caissalim, ou la Sécurité sociale alimentaire toulousaine, comment ça marche ? Alexandre est venu acheter des carottes, des patates douces et des avocats à la Ferme d'Aourika, une épicerie bio qui existe depuis 16 ans, boulevard Crampel à Toulouse. En passant à la caisse de Roland Sandri, le gérant, Alexandre ne sort pas de la monnaie, ni sa carte bancaire. Mais une carte de couleur orange, sur le modèle de la carte Vitale. C'est sa carte « Vitalim ». Avec une application, le paiement se fait directement. Alexandre paie en « MonA », comme « Monnaie Alimentaire ». Un MonA est égal à un euro. Grâce à Caissalim, Alexandre comme les autres adhérents, dispose de 100 MonA, à dépenser uniquement dans les 60 points de vente conventionnés. « L'idée est de conventionner des commerces qui vendent des produits bio et/ou locaux. De nombreux commerçants sont présents sur des marchés, il y a aussi des Biocoop, des petites épiceries locales comme ici chez Roland. » Raynald a rencontré Sarah Cohen, une des porteuses du projet, lors d'une après-midi théâtre de rue à Montaudran, suivie d'un repas partagé, en 2023. « Elle m'a parlé de ce projet. Chacun paie chaque mois en fonction de ses besoins, et chacun reçoit la même somme, soit 100 MonA (100 euros). » Chaque adhérent cotise minimum 10 euros par mois, et reçoit 100 euros. Certains cotisent plus, jusqu'à 200 euros par mois. Ils paient donc da-



Chaque adhérent peut payer avec une carte Vitalim. / DDM - C. Dm.

vantage que ce qu'ils reçoivent, « par solidarité, pour faire fonctionner le système, comme la Sécurité sociale pour les soins de santé. Ils permettent ainsi à la caisse d'équilibrer ses comptes. » Les collectivités, comme le Département, la Métropole ou le Sicoval participent également à l'expérimentation. Pour l'instant, quatre caisses locales sont créées à Toulouse, dont trois sont déjà actives. Pour rejoindre une de ces caisses, chacun peut postuler, en ligne, et inscrire son nom sur la liste d'attente. C. Dm.

Repères

60

ÉPICERIES, MARCHÉS CONVENTIONNÉS

À Toulouse, Ramonville et Castanet, 60 épiceries bio, Biocoop, producteurs sur des marchés de plein vent ou Amap sont conventionnés par Caissalim. Les adhérents peuvent s'y rendre pour dépenser leurs 100 MonA (euros) par mois. Tout le monde peut postuler pour intégrer une caisse,

« C'est la gauche du réel, qui expérimente »

Jean-Michel Fabre

Vice-président du conseil départemental de Haute-Garonne



Comment le Département soutient concrètement l'expérimentation de Sécurité sociale alimentaire, Caissalim ?

Sur l'année 2025, on va apporter 30 000 euros sur l'accompagnement des caisses existantes, plus un fonds de 15 000 euros qui est ce qu'on appelle le fonds d'innovation sociale, pour les aider à se structurer, puisqu'ils veulent maintenant avoir une seule caisse qui regroupe tout le monde. Aujourd'hui, on abonde le fonds, pour que l'expérimentation puisse fonctionner. Parce que si on veut que ça fonctionne facilement, il faut avoir beaucoup de gens qui ont beaucoup de moyens, et peu de gens qui n'en ont pas beaucoup. Le Département abonde les caisses, pour que tous les adhérents bénéficient de 100 euros par mois, même s'il y a davantage de gens qui ne cotisent pas à hauteur de 100 euros.

Est-ce qu'il faut une impulsion politique quand même derrière, au niveau national ?

Il faut absolument une impulsion politique et quand on regarde tous les territoires où ça a démarré, c'est parce qu'il y a soit un conseil départemental comme en Gironde ou en Haute-Garonne, soit une mairie, Montpellier pousse beaucoup. Donc il y a une impulsion politique qui permet de faire connaître le système et de lancer le débat. Le financement, il y en aura besoin quand on passera à une autre échelle. Mais si on ne démontre pas localement que ces grands principes de solidarité, de sécurité sociale peuvent fonctionner concrètement, derrière ça ne marchera pas. La Sécurité sociale, ça a commencé par des petites mutuelles, qui se sont regroupées.

C'est un projet de la gauche du « réel » ?

Oui, de la gauche du réel qui expérimente, et qui associe toutes les populations dans leur diversité. Parce que là, on a des urbains, des quartiers populaires, des périurbains, des ruraux, des agriculteurs, et tout le monde est associé. Tout le monde se rend compte que dans les quartiers populaires, il y a des gens qui sont en difficulté, mais on a aussi des agriculteurs qui sont en difficulté et qu'il faut soutenir. C. Dm.